

|

UNIVERSITE DE LUBUMBASHI
FACULTE DES SCIENCES SOCIALES, POLITIQUES ET
ADMINISTRATIVES

Département des Sciences Politiques et Administratives

B.P. 1825
Lubumbashi



Administration territoriale et
développement socio-économique du
Kasaï-Oriental

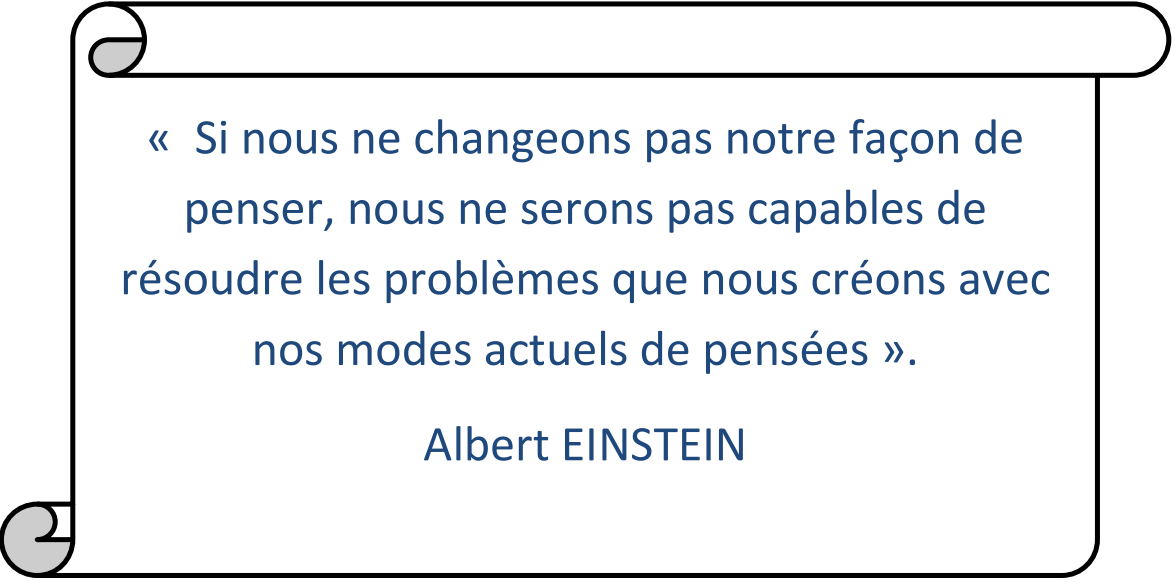
Par KAPYAMBA Binunu Kamutambayi Donatien

Chef de Travaux

Licencié en Sciences Politiques et Administratives

Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention du
Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques et
Administratives

Année Académique 2016 – 2017

EPIGRAPHE

« Si nous ne changeons pas notre façon de penser, nous ne serons pas capables de résoudre les problèmes que nous créons avec nos modes actuels de pensées ».

Albert EINSTEIN

DEDICACE

A tous les cadres de la territoriale de la République Démocratique du Congo en général et en particulier à ceux de la province du Kasai – Oriental dans son ancienne configuration ;

Aux populations du Kasai – Oriental qui croupissent dans la misère du sous – développement.

KAPYAMBA Binunu Kamutambayi Donatien

REMERCIEMENTS

Au terme de cette dissertation, nous avons le devoir, voire l'obligation morale, de remercier toutes les personnes qui ont concouru à sa matérialisation.

De prime abord, nous rendons gloire et honneur à DIEU Tout Puissant source de toutes choses, lui qui nous a prêté sa vie, force et intelligence pour que ce travail soit réalisé, à lui seul reviennent louange et gloire.

Nous nous sentons très redevable à l'endroit de notre directeur, le Professeur Ordinaire MBAYA Kabamba Innocent, pour avoir accepté la direction de ce travail en dépit de ses multiples occupations, mais surtout pour la pertinence de ses remarques qui ont sensiblement amélioré la qualité de l'œuvre, mais aussi pour l'atmosphère de convivialité qu'il a pu créer entre le maître et le disciple depuis le moment où nous nous sommes engagé dans la carrière scientifique. Professeur Ordinaire, les mots nous manquent pour vous dire merci, mais rappelez-vous d'un proverbe luba qui dit: *kashinguka kuna nsanga, nsanga ni ishale tshimuenenu tshiebe* (Nain, plante un eucalyptus afin qu'il puisse témoigner de ta présence).

Nous remercions également du fond du cœur les Professeurs ASIPATE SIKITIKO, MULEKA KASONGO, ABONGO ESSO, NUMBI KANYEPA, MOLENGA LINGOTO, TSHIMPAKA YANGA et KAPEND NGUZ, tous membres de staff seminar, pour nous avoir orienté dès le premier pas de la présentation du projet de recherche. Vos observations constructives ont élucidé certaines zones d'ombre de notre pensée.

Nos sincères remerciements s'adressent aux professeurs et membres de jury pour avoir consacré leur temps à la lecture rigoureuse et attentive de notre texte, ils ont pris la peine de soumettre ce travail à l'épreuve de leur jugement, à leur sagacité critique.

Nos remerciements vont tout droit à nos parents, à tous nos frères et sœurs, cousins et cousines, oncles et tantes paternels et maternels pour leurs encouragements, prières et contributions multiples. Que ce travail soit un exemple et un modèle à suivre pour tous.

Nous pécherions par l'ingratitude si nous ne reconnaissons pas la contribution tant morale que matérielle de nos aînés et amis du monde scientifique, dans l'élaboration de ce travail. Nous songeons aux Professeurs Ordinaires et Professeurs: Germain MULAMBA Nshindi ; Dominique TSHIENKE Kanyonga ; Emmanuel KAMBAJA Musampa; Floribert TSHIMANGA Mulangala ; Baïdon NGOIE Kitua ; Fabien Honoré KABEYA Mukamba, aux Chef de Travaux : Daudet NGANDU Mamba ; Julie BANOKA Nsona ; qu'ils trouvent à travers cette page tous nos sentiments de gratitude pour leurs encouragements.

Nous témoignons les mêmes sentiments à l'endroit de nos amis, collègues chercheurs et doctorants le Chef de Travaux Jean MULAMBA Muidikija; Pierre MPOYI Ndolo Loy, Fabrice ENGOTO et tant d'autres, pour tout le temps de sacrifices que nous avons enduré ensemble.

Nous remercions très sincèrement tous nos frères et sœurs avec qui nous partageons la même vision du monde pour leurs encouragements et soutiens multiples. Ainsi pensons-nous particulièrement aux Pasteurs Jean Bertin BINUNU et Billy KAPYAMBA, John TSHIMANGA, Jeff NDALA, Jean Claude KALAMBAYI, Justin BESA, Pontien KALOMBO,

Que tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à la réalisation de ce travail, d'une manière ou d'une autre trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

KAPYAMBA Binunu Kamutambayi Donatien

SIGLES ET ABREVIATIONS

AIMO : Affaires indigènes et main-d'œuvre
 AFECC : Anhui Foreign Economic Construction
 ANC : Armée Nationale Congolaise
 ANR : Agence Nationale de Renseignement
 APAD : Aide Publique Au Développement
 AT : Administrateur du Territoire
 BAD : Banque Africaine de Développement
 BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
 BM : Banque Mondiale
 BRACONGO : Brasserie du Congo
 CA : Chiffre d’Affaire
 CEHC : Comité d’Etudes du Haut Congo
 CEEC: Centre d’Evaluation, Expertise et Certification
 CLER : Comités Locaux d’Entretien des Routes
 COAKA : Coalition Kasaïenne
 COGET : Compagnie Générale de Tshofa
 COMIEX : Compagnie Mixte d’Import - Export
 COSLEG : Compagnie Operation Sovereign Legitimacy
 CTB : Coopération Technique Belge
 DECO : Développement du Congo
 DSCRCP : Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
 DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
 DVDA : Direction des Voies de Dessertes Agricoles
 EASK : Etat Autonome du Sud-Kasaï
 EIC : Etat Indépendant du Congo
 EPSP : Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
 ETD : Entités Territoriales Décentralisées
 FARDC : Forces Armées de la RDC
 FMI : Fonds Monétaire International
 FODESA : Fonds pour le Développement du Sankuru
 FONER : Fonds National pour l’Entretien des Routes
 FORMINIERE : Société Internationale Forestière et Minière du Congo
 HGR : Hôpital Général de Référence

IDH : Indice de Développement Humain
 INEAC : Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo
 INRB : Institut National de Recherche Biologique
 IPM : Indice de Pauvreté Multidimensionnelle
 IPS : Indice de Parité entre les Sexes
 ITIE : Extractive industries Transparency initiative
 MIBA : Société Minière de Bakwanga
 MIBEKA : Minière du Bécéka
 MNC : Mouvement National Congolais
 MNC/L : Mouvement National Congolais/aile Lumumba
 MNC-K : Mouvement National Congolais, aile Kalonji
 MSM : Mouvement Solidaire Muluba
 OI : Organisation Internationale
 OCPT: Office Congolais de Poste et Télécommunication
 OMS : Organisation Mondiale de la Santé
 ONG : Organisation Non Gouvernementale
 OR : Office de Routes
 OSLEG : Operation Sovereign Legitimacy
 OVD : Office des Voiries et Drainage
 PANACO : Parti Nationaliste Congolais
 PAS : Programmes d'Ajustement Structurel
 PIB : Produit Intérieur Brut
 PNB : Produit National Brut
 PNC : Police Nationale Congolaise
 PNDS/KO : Plan National au Développement Sanitaire/ Kasaï - Oriental
 PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
 PREPICO : Programme de Réhabilitation et d'Entretien des Pistes du Congo
 PRESSAR : Programme de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural
 PRODEKOR : Programme de Développement du Kasaï – Oriental
 PRODI : Projet Ditunga
 RAPELU : Rassemblement du Peuple Luba
 REGIDESO : Régie d'approvisionnement et de distribution d'eau
 SACIM : Société Anhui – Congo d'Investissement Minier
 SAESSCAM : Services d'Assistance et d'Encadrement du Small Scale Mining

SCIM : Société Congolaise d'Investissement Minier

SEK : Société d'élevage au Kasai à Kambayi

SENGAMINES : Senga – Senga (village près de Mbujimayi)

SIBEKA : Société d'Entreprise et d'Investissement du Bécéka

SNEL : Société Nationale d'Electricité

SNRDA : Service National des Routes de Dessertes Agricoles

SOGAKOR : Société des Boissons Gazeuses du Kasai – Oriental

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la science et la culture

UNILU : Université de Lubumbashi

VA : Valeur Ajoutée

VIH/SIDA : Virus Immuno Déficience Humaine / Syndrome Immuno Déficience Acquise

INTRODUCTION GENERALE

0.1. PRESENTATION DE L'OBJET D'ETUDE

Avant l'indépendance de la RDC, les colonisateurs belges ont mis sur pied des structures locales pour mieux administrer le territoire acquis. Il fallait une administration locale pouvant permettre l'exécution rapide et facile des ordres des autorités dominantes.

Au début de l'indépendance et après, les leaders politiques congolais avaient exagérément axé leurs actions sur la vie politique et les considérations idéologiques au détriment du social et de l'économique de la population. Ce privilège exagéré accordé aux seules activités politiques a fait que les populations congolaises en général et les membres de la société kasaïenne en particulier se sentent abandonnés par l'Etat. Les structures mises en place pour gérer les circonscriptions ne l'étaient que de compétences et sans moyens suffisants pour atteindre l'objectif qui est le développement de ces entités. Ce qui a conduit la province du Kasaï – Oriental dans les difficultés les plus énormes dès l'aube de l'indépendance. Elle est l'une des provinces les plus pauvres du pays pour des causes tant internes qu'externes. Sans infrastructures de base suffisantes (hôpitaux, écoles, routes, etc.), avec une population dont la majorité est plus démunie sauf ceux qui habitent les villes et quelques centres extra coutumiers, cette province, au lieu de progresser comme tant d'autres, recule dans tous les secteurs de la vie.

Et pourtant, l'administration publique étant la colonne vertébrale du gouvernement, devait jouer le rôle de promoteur du développement. C'est cette passivité de l'administration territoriale qui va éveiller la conscience kasaïenne pour que le peuple se prenne lui – même en charge face à cette faille de l'Etat vis – à – vis de sa mission. La province du Kasaï – Oriental renferme plusieurs atouts majeurs à tel point que nous nous demandons pourquoi le développement socio – économique tarde à venir. Et lorsque nous nous approchons de la réalité, nous constatons qu'il y a un dysfonctionnement dans le couplage administration territoriale et développement socio – économique.

Pour bien cerner cette difficulté, nous allons faire d'abord un recul dans le passé de l'administration territoriale afin de mieux cerner son organisation, son fonctionnement et sa mission, ensuite ressortir ses caractéristiques et enfin dégager les

rapports qu'il y a entre le degré de développement socio – économique atteint et l'administration territoriale, car cette dernière a un rôle très important à jouer pour la propulsion du changement dans la province du Kasai – Oriental.

Cette province a connu beaucoup de péripéties pour sa naissance, peut – être croira – t – on que c'est à cause de ces tâtonnements que sa croissance socio – économique est retardée, loin de là, les causes sont ailleurs. D'où, l'intitulé de notre sujet « **ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT SOCIO – ECONOMIQUE DU KASAÏ – ORIENTAL** ». Dans cette étude, nous allons tenter de démontrer les causes endogènes et exogènes du niveau de développement de la province en étude.

0.2. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le choix de ce sujet n'est pas un fait fortuit, mais bien motivé par notre formation en Sciences Politiques et Administratives et le souci de savoir comment la province du Kasai – Oriental est administrée pour qu'elle se retrouve à ce niveau de développement socio - économique. Ce sujet présente pour nous un intérêt triple, personnel ; scientifique et sociétal.

Nous nous sentons plus concerné étant résidant et ressortissant de la province en étude. Nous pensons être témoin oculaire des difficultés qu'éprouve cette partie du pays pour son développement. Nous vivons au quotidien le phénomène sous examen de l'intérieur.

Ce travail est pour nous un moyen adéquat des recherches scientifiques pour approfondir des notions qui se rapportent à l'administration territoriale et au développement. Nous voulons, au travers de cette étude, démontrer d'abord le couplage qu'il y a entre une bonne administration territoriale et le développement, ce qui sera pour nous une contribution à la théorie de l'administration de développement, et à l'efficacité des actions de l'administration au Kasai - Oriental. Il servira enfin de champs d'investigation pour les générations futures qui pourront aborder certains aspects non approfondis de notre sujet dans leurs recherches.

L'étude de l'administration territoriale intéresse au premier plan les autorités politico-administratives ayant dans leurs attributions la gestion des entités

territoriales. Nous nous imaginons que les différentes analyses de cette recherche pourront bien éclairer les autorités hiérarchiques impliquées dans ce domaine en vue d'améliorer leur gestion au profit de toute la collectivité.

Mais aussi à tous les dirigés en vue d'une participation massive et efficace à l'élan du développement socio – économique et à tous les échelons de la province du Kasai – oriental.

0.3. ETAT DE LA QUESTION

Ce sujet qui fait l'ossature de notre étude n'est pas du tout nouveau dans le monde scientifique ; nous avons bien voulu garder la tradition qui veut que tout travail scientifique d'envergure puisse passer en revue la littérature disponible en la matière. En effet l'état de la question est une revue critique de la littérature sur le même objet d'étude. Son importance est de montrer l'originalité de l'étude du point de vue de la problématique, des hypothèses, de la méthodologie, du cadre théorique et des résultats obtenus.

Parmi les auteurs qui ont traité sur l'administration nous pouvons citer :

Mukoka Nsenda, dans son ouvrage « l'administration publique zaïroise au cœur de la crise de transition politique », fait ressortir une conception distincte des missions politiques et des missions administratives, en ce sens que, faire la politique est une chose à part, par contre l'administration signifie aussi une autre réalité.

Il ajoute en disant que dans le cadre du Zaïre, l'hyper politisation de l'administration s'exerce sous un double mouvement d'influence qu'exerce le pouvoir politique en place, d'autre part il existe des contre – influences inspirées par les forces politiques adverses.

Dans ce climat, il se traduit une sorte de dynamisme administratif consécutif au transfert des antagonismes et compétitions politico – idéologiques sur le terrain de l'administration, pourtant réputée neutre.

Il constate, encore, pire, que ce phénomène s'accompagne aussi d'un mécanisme des attributions et de substitutions des fonctions administratives par le biais des

cabinets politiques, cette pratique du pouvoir et de l'abus de la démocratie manipulée par les minorités d'élites politiques dirigeantes¹.

Nous nous rallions à lui car il aborde cette matière d'une manière générale. Particulièrement, nous constatons que l'administration territoriale n'est qu'un instrument aux mains du pouvoir politique, car c'est ce dernier qui dispose des moyens et la territoriale ne fait que dépendre de lui pour la réalisation de ses objectifs et par conséquent les gestionnaires des entités territoriales ne sont que des simples exécutants.

Mpinga Kasenda, a axé ses réflexions sur « l'administration publique du Zaïre, l'impact du milieu socio – politique sur sa structure et son fonctionnement² ». L'intérêt de cet ouvrage tient d'abord à la qualité de l'auteur qui est spécialiste en technique d'analyse en sciences administratives, ensuite au fait qu'il envisage l'administration publique sous l'angle d'analyse structurelle, organique et surtout en tant que fait social. Il démontre que l'administration publique est un facteur qui se veut de développement économique et social, celle – ci subit constamment l'effet des contraintes exercées par le milieu social dans lequel elle agit. Les analyses de cette œuvre nous ont aidés dans la compréhension de l'administration congolaise, par des approches qui l'appréhendent comme un fait social.

Notre étude se démarque toutefois de cet ouvrage dans la mesure où l'auteur ne s'intéresse qu'aux aspects de l'administration centrale alors que notre étude porte sur l'administration provinciale ou locale.

Ekili Tabu et Otenikongo Mandefu, parlant de la « Décentralisation administrative et les finances publiques au Zaïre », pensent que compte tenu de la situation qui prévalait au Zaïre (à l'époque), ils étaient rassurant d'affirmer que l'entreprise de la décentralisation, jadis accueillie comme puissant levier de développement de nos entités de base, va s'effondrer comme un château de cartes sous l'empire de la décentralisation ambiguë qui caractérise l'administration publique du Zaïre³. Nous osons croire que l'administration territoriale est un outil efficace pour le développement lorsqu'elle dispose des ressources adéquates, mais sans moyens, elle est bon à rien.

¹ MUKOKA Nsenda, *L'administration publique zaïroise au cœur de la crise de la transition politique*, Kinshasa, édition Karthala, 1991, p.76

² MPINGA Kasenda, *L'administration publique du Zaïre, l'impact du milieu socio – politique sur sa structure et son fonctionnement*, Paris, A. Pedone, 1978, p.241

³ EKILI Tabu et OTENIKONGO Mandefu, « *Décentralisation administrative et les finances publiques* », in *Zaïre – Afrique*, n° 219, 1991

Daniel Maquart¹, dans « l'homme et la gestion des collectivités publiques », préfère entrer dans la pratique politico – administrative des entités locales en vue de saisir les causes qui sont à la base du manque d'efficacité de la territoriale. L'auteur a constaté essentiellement que c'est un problème d'hommes politiques. Il précise en soutenant que toute structure constitue un cadre abstrait dont la valeur est tributaire de celle de l'homme qui l'anime.

Nous constatons que l'administration territoriale en R.D.C. est le reflet de la culture des milieux d'origine de beaucoup d'hommes qui l'animent. Il y a une certaine crise de mentalité dans le chef des gouvernants qui se manifeste au travers de leur façon de gérer les entités territoriales qui leur sont confiées.

Isango Idi Wanzila, traitant de « la présence des chefs coutumiers dans l'administration territoriale du Zaïre, quelle opportunité ? »², se propose de discuter du bien - fondé de l'intégration des institutions coutumières dans l'administration territoriale. L'auteur estime que les raisons qui ont milité en faveur de l'intégration des autorités coutumières dans l'administration locale ont cessé d'exister avec la colonisation. On n'a plus à faire dans le pays à une administration d'occupation nécessitant la présence des auxiliaires autochtones pour faire exécuter facilement et rapidement les ordres des autorités dominantes. La présence des chefs coutumiers dans l'administration territoriale constitue une entrave au développement car ces derniers se réfèrent toujours à la coutume, ce qui remet en cause les règles bureaucratiques à cause des particularismes et des discriminations qu'ils entretiennent.

Nous pensons pour notre part que tout le monde a un rôle à jouer à quelque niveau qu'il soit pour que le développement soit intégral. Du plus petit au plus grand, des villageois aux citoyens, dans l'administration territoriale on a besoin de l'apport de tous pour atteindre un but commun qui est le progrès ou le développement.

André de Laubadere, dans son ouvrage intitulé « Traité élémentaire de droit administratif »³ a touché à l'un des aspects les plus révélateurs du degré de liberté réelle dont disposent les collectivités locales. Aux dires de l'auteur, l'étendue de la liberté d'une collectivité est étroitement liée à l'importance de ses moyens financiers et de l'indépendance dont elle dispose dans ce domaine. L'auteur se réfère à l'expression de G.

¹ D. MAQUART, *l'homme et la gestion des collectivités publiques*, Paris, édition Julliard 8, S.D., p.71

² ISANGO Idi Wanzila, « *La présence des chefs coutumiers dans l'administration territoriale* », in *Zaïre – Afrique*, n° 212, 1987

³ A. de LAUBADERE, *Traité élémentaire de droit administratif*, Paris, 4^{ème} édition, S.E., 1967, p. 159

Devel, qui démontre que si la collectivité locale se trouve dans une situation d'un individu théoriquement majeur et capable, mais qui n'aurait pour vivre que les subsides provenant de ses parents. L'auteur veut tout simplement insister sur l'autonomie et l'indépendance des collectivités locales.

Pour notre part, il faut relativiser cette indépendance. La province du Kasai – Oriental étant oubliée par le pouvoir central en termes d'actions de développement depuis des décennies, elle doit se prendre en charge pour sa propre destinée. Le pouvoir central ne jouera que le rôle de garde – fou pour éviter tout glissement dans le fédéralisme qui ne peut avoir que des effets fâcheux.

Léon de Saint Moulin, dans son article portant sur « L'histoire de l'organisation administrative du Zaïre » envisage la territorialisation de la politique contractuelle en termes de la régionalisation, c'est vouloir penser à une série de changements politiques infranationaux¹. L'auteur souligne ensuite que c'est permettre de donner un processus de la régionalisation des sociétés politiques. Dans ce même ordre d'idées, poursuit-il, si le processus de la régionalisation peut être relié aux modifications qui tracent les ordres politiques locaux, il ne peut pas être uniquement compris comme une imposition ou une pression à l'adaptation découlant des divergences, des incompatibilités ou des ajustements conclut l'auteur.

En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas qu'il faille territorialiser la politique mais une politique territoriale homogène assurerait l'intégrité territoriale et le développement intégral sera possible.

Mwanza wa Mwanza, parlant de « La pauvreté des institutions administratives décentralisées », mentionne que les institutions administratives décentralisées possèdent des administrations incapables de répondre aux besoins des administrés du fait que les autorités centrales limitent politiquement leurs moyens d'action².

Par rapport à nous, nous estimons que l'administration territoriale étant un instrument au service du pouvoir politique, elle devrait posséder tous les moyens nécessaires pour accompagner le pays en général et la province du Kasai - Oriental en particulier dans l'atteinte de cet objectif qui est le développement socio – économique. Mais,

¹ Léon de Saint MOULIN, « L'histoire de l'organisation administrative du Zaïre », in Zaïre – Afrique n°251, janvier 1992, p. 48 - 62

² MWANZA wa Mwanza, « La pauvreté des institutions administratives », in Zaïre – Afrique, n° 301, 1982

hélas, l'administration territoriale au Kasai – Oriental est le parent pauvre, sans moyens suffisants pour sa propre efficacité.

Kombo Yetilo dans son article intitulé « la sous – administration territoriale en République Démocratique du Congo. Etat des lieux et perspectives », dit que la RDC connaît une sous – administration devenue chronique et pathologique. Celle –ci est la conséquence de l'éloignement de l'administration par rapport aux administrés. C'est ainsi que pour sortir de cette sous – administration et promouvoir le développement des entités locales, une nouvelle loi sur la décentralisation a été promulguée en octobre 2008. Ainsi son étude constitue – t- elle à la fois une analyse critique de la loi – organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et une contribution à la mise en œuvre d'une administration de proximité au service du développement¹.

Pour nous, la sous – administration de cette entité territoriale qui est la province du Kasai – Oriental a plusieurs causes, endogènes et exogènes.

Ngoma Binda, Otemikongo Mandefu Yahisule et Moswa Mombo, L., dans leur rapport collectif « République Démocratique du Congo, démocratie et participation à la vie politique : une évaluation des premiers pas dans la IIIème République² », montrent les trois niveaux d'exercice du pouvoir d'Etat : le pouvoir central, la province et à l'intérieur de celle – ci les Entités Territoriales Décentralisées (ETD). Pour eux la constitution de la République Démocratique du Congo introduit tacitement le régionalisme politique comme forme de l'Etat intermédiaire entre l'Etat unitaire décentralisé et l'Etat fédéral. Ils montrent que l'actuelle décentralisation dépouille l'Etat de ses prérogatives régaliennes au profit des provinces et des Entités Territoriales Décentralisées qui risquent de caresser les velléités indépendantistes. Ils ont décrit, analysé et critiqué la décentralisation à la congolaise. Ils qualifient cette décentralisation comme celle simplement des compétences et non des ressources.

Pour notre part, nous nous contenterons d'étudier cette décentralisation au niveau de l'exercice du pouvoir en province et son implication dans le

¹<http://www.pyramydes.Revues.org> KOMBO Yetilo, « *La sous –administration territoriale en RDC. Etat des lieux et perspectives*, 2010 ». Article consulté le 20 avril 2015

² NGOMA et alii, « *Démocratie et participation à la vie politique : une évaluation des premiers pas dans la IIIème République* », in *Open Society Initiative for Southern Africa*, 2010

développement socio – économique du Kasai Oriental d'autant plus que l'Etat semble oublier ses fonctions dans cette partie du pays.

0.4. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE TRAVAIL

0.4.1. PROBLEMATIQUE

D'entrée de jeu, disons que la province du Kasai – Oriental connue mondialement pour son diamant, dispose d'une réserve minière comprenant le cuivre, le nickel – chrome, le cobalt, le zinc, le fer, l'or, le plomb, l'argent, le manganèse, l'eau minérale, le pétrole, etc. Nonobstant ces ressources, le Kasai – Oriental passe pour un parent pauvre de la R.D.C. dans le domaine industriel. On y dénombre, cependant, quelques rares unités de production dont nous citerons entre autre les deux industries extractives de diamant dont la MIBA (en difficultés) et la SACIM, une industrie brassicole (BRACONGO), une limonaderie (SOGAKOR qui est aussi en difficulté étant la filiale de la MIBA) ; les entreprises de télécommunication (Airtel, Vodacom et Orange) quelques banques à Mbuji-Mayi et quelques ONGD (FODESA, Fonds pour le développement de Sankuru) à Lodja, PRODI (Projet Ditunga à Ngandajika), COGET (Compagnie Générale de Tshofa) à Kabinda, etc. Cette énumération quasi exhaustive démontre à suffisance que le Kasai – Oriental n'est pas industrialisé et il est parmi les provinces les plus pauvres de la République Démocratique du Congo.

Au plan social, la situation actuelle dans cette province est marquée par une pauvreté accrue : la proportion des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté reste importante : si l'indicateur de développement humain (IDH) du pays est de 0,239% et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) de 0,393%¹, que dire du Kasai – oriental ? De même, la qualité et l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation) se sont dégradés². La majorité de la population du Kasai - Oriental croupit dans la misère caractérisée par l'incapacité de se loger décentement, de manger à sa faim, d'accéder aux soins de santé facilement et efficacement, de s'occuper aisément de l'instruction des enfants et de s'assumer pleinement en tant qu'être humain, bref, de subvenir adéquatement aux besoins existentiels élémentaires de toute personne humaine.

¹PNUD, Rapport du développement humain sur la RDC 2010

²Ministère du plan, document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR), Kinshasa, 2006, p.9

Dans tout cela, nous disons qu'une bonne administration doit suppléer à un mauvais gouvernement ou tout au moins à conserver l'Etat debout jusqu'au jour du redressement. Mais une mauvaise administration ou une sous – administration rend stériles les efforts d'un meilleur gouvernement. L'administration doit être un instrument d'exécution du programme de développement économique et de la promotion sociale de tout un peuple. Elle doit atteindre une rationalité, un rendement accru, une économie dans la gestion, une simplification des procédures, une rapidité des méthodes, une efficacité dans l'action, bref, un dynamisme interne satisfaisant. Mais le constat est souvent malheureux, elle est devenue purement et simplement un instrument de manipulation et des décisions politiques en République Démocratique du Congo, d'une manière générale, c'est ce qui remet en cause l'autonomie de l'administration territoriale. Il convient de nous rappeler l'adage qui dit que la bonne marche de l'administration publique est une question d'hommes. « Le mal zaïrois, comme l'a si bien dit le Président de la République du Zaïre (Feu Mobutu Sese Seko), est un mal des cadres ».

Une administration sans moyens financiers adéquats et qui n'a que des compétences dans les matières ne peut qu'échouer sa mission. La crise dont souffre la province du Kasai – Oriental est à situer à ce niveau de choses. Plusieurs auteurs l'ont baptisé sous des appellations différentes et variées mais pour désigner la même chose, la même réalité, le fonctionnement de cette administration. C'est qui implique le problème de management

Ainsi notre questionnement gravitera autour d'une question principale suivante :

Quelle est la contribution de l'administration territoriale au développement socio – économique de la province du Kasai – Oriental ?

Telle est notre problématique à laquelle nous allons réserver les hypothèses.

0.4.2. HYPOTHESES DU TRAVAIL

L'administration territoriale ne contribuerait pas au développement socio – économique de la province. Cela s'explique par l'ensemble de facteurs défavorables, des obstacles multiples qui empêchent l'administration d'accomplir sa mission. Elle traduit un

état d'insuffisance, de déséquilibre ou décalage entre ses aspirations et sa capacité réelle à les réaliser. Ces facteurs sont de deux ordres : exogènes (externes) et endogènes (internes).

☞ Du point de vue externe, il faut évoquer certains maux laissés par la colonisation, notamment :

1. Le manque de formation de cadres de la territoriale qui sont plus politiques qu'administratifs, comme leurs postes;
2. L'implantation de certains comportements et habitudes tels que le clientélisme politique, le tribalisme, le népotisme, la concussion, et tant d'autres
3. La coupure entre l'administration et les administrés marquée par le fait que l'administration est considérée comme un instrument de tracasserie, c'est – à – dire pas de rapports de collaboration entre les deux blocs ;
4. l'archaïsme total des voies de communication entraînant un enclavement qui ne saurait favoriser le développement durable, absence totale ou présence partielle des infrastructures de base (hôpitaux, écoles, etc.) dans certains coins de la province du Kasai - Oriental ;
5. l'éloignement des administrés du centre de décision ;
6. une mauvaise répartition géographique et sociopolitique des effectifs de l'Administration publique due à la forte concentration des agents de la Fonction Publique aux seuls centres urbains et extra – coutumiers ;

☞ Du point de vue interne, il intervient divers facteurs agissant simultanément par exemple :

1. Concentration de la plupart des actions administratives dans le chef – lieu de la province (Mbujimayi) au désavantage de la périphérie (intérieur du Kasai - Oriental) ;
2. Ecart entre les décisions prises par l'administration provinciale et leur exécution concrète par l'administration périphérique ;
3. Inadaptation de l'administration dans sa mission et ses structures aux réalités sociologiques, démographiques et économiques changeantes du milieu ;
4. Importance des procédures orales à l'intérieur de la province où le niveau d'instruction est encore très bas ;
5. Pratique du tribalisme ou népotisme à outrance;

6. Manque d'équipement nécessaire à la réalisation de la mission de l'administration, pas de logements décents, pas des moyens de déplacement modernes, pas de primes de brousse pour les cadres de la territoriale, etc.

Tout ce tableau sombre prouve à suffisance que l'administration territoriale au Kasai – Oriental est une administration favorable au sous – développement qui est devenue chronique et même pathologique.

Le Kasai – Oriental est une province qui exige un style de management approprié capable de le faire sortir de son état actuel vers le développement en tenant compte de ses réalités socio – économiques. De cette façon, il y aurait corrélation entre le développement et le type de philosophie de gestion qui le soutient. Pour ce faire, précisons dès le départ le sens que nous accordons au terme anglo – saxon « management » comme une science qui doit guider les pensées, les attitudes et les actions de tout dirigeant soucieux de développement.

0.5. METHODES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE

0.5.1. METHODE DE TRAVAIL

L'élaboration de tout travail scientifique exige que la démarche soit guidée par une méthodologie pouvant permettre une systématisation stricte des données constituant la base d'étude. Aussi, la validité d'une recherche est accréditée, dans une certaine mesure, par la démarche méthodologique, soubassement de sa construction.

En effet, comme nous le fait remarquer JP Oliver de Sardan¹, "les méthodes en sciences sociales sont, souvent considérées comme des "outils", indépendantes des problématiques au service desquelles elles sont amenées à fonctionner. Nous sommes en désaccord avec cette vision "techniciste" des relations entre cadres théoriques et cadres méthodique d'enquête. Nous pensons au contraire que toute méthode en science sociale est dans une relation d' « affinité sélective » avec un "point de vue" sur le social, [...] une affinité avec une certaine posture épistémologique."

¹OLIVIER de Sardan J.P., *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain – la – Neuve, Belgique, Academia-Bruylant, 2008, p.21

Cela dit, de manière plus concrète, nous avons recouru à la méthode systémique et l'approche historique que nous avons jugée opportunes pour nous permettre de cheminer dans le cadre de notre recherche.

0.5.1.1. La méthode systémique

A. Présentation

La méthode systémique de David Easton est une extension aux sciences politiques des bénéfices des conceptions développées entre 1940 et 1950 dans d'autres domaines, notamment en biologie, la cybernétique et la thermodynamique pour analyser les relations entre les phénomènes et leur environnement à travers ce qu'on appelait la "théorie générale des systèmes". Le succès de cette théorie après la deuxième guerre mondiale a justifié son importation en sciences sociales, en général, et en sciences politiques, en particulier.

Le modèle eastonien s'applique à l'instance politique et repose sur deux concepts clés, à savoir environnement et interactions. La politique est, aux yeux de David Easton, l'allocation autoritaire des valeurs, l'attribution autoritaire des choses de valeur. Et un système politique peut alors être défini comme l'ensemble des interactions par lesquelles s'effectue l'allocation autoritaire des valeurs. C'est l'ensemble des interactions politiques constatées dans une société donnée. Le système politique est immergé dans son environnement et sujet de la part de celui-ci des influences. L'environnement exerce sur lui des pressions auxquelles il réagit, soit en agissant sur l'environnement, soit en se transformant. Ces échanges et ces transformations se produisent de telle façon que s'établisse ou se rétablisse un équilibre entre le système politique et son environnement¹.

L'analyse systémique estonienne considère le système politique dans ses relations avec son environnement. L'environnement a deux dimensions: l'environnement extra sociétal et l'environnement intra-sociétal. L'environnement extra sociétal comprend les systèmes politiques, économiques et sociaux internationaux tandis que l'environnement intra-sociétal comprend les systèmes non politiques qui font partie de la même société globale que

¹ LOUBET Del Bayle JL, *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.245

le système politique considéré: système écologique, système biologique, systèmes psychologiques, systèmes sociaux et les systèmes économiques.

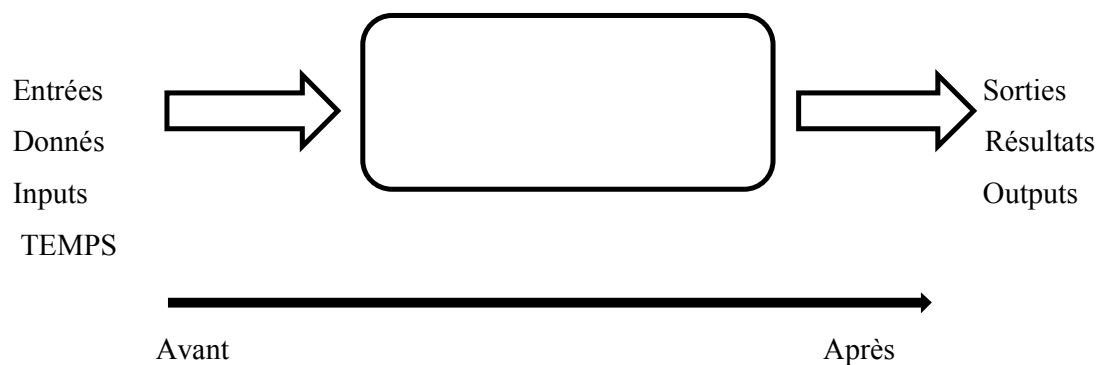
B. Protocole analytique du modèle eastonien

David Easton compare le système politique au système économique; la machine politique fonctionne comme la machine économique. Là aussi, il y a ce qui entre (inputs) dans la machine et ce qui en sort (outputs). Il y a donc ce qui alimente le système politique et ce qu'il produit.

Les inputs sont constitués par les exigences et les soutiens. Une exigence c'est l'expression de l'opinion qu'une allocation autoritaire relative à l'objet déterminé devrait ou ne devrait pas être faite par les responsables. Par exemple la revendication des routes par la population.

A côté des exigences, il y a le soutien dans les inputs: face à la surcharge des exigences, le système politique risque l'affaiblissement. D'où, il lui faut le soutien qui englobe tous les comportements et toutes les attitudes favorables au système. Ce soutien peut porter sur la communauté politique, le régime ou les autorités politiques.

Les outputs sont les réponses du système politique pour satisfaire les exigences. Il s'agit des décisions et des actions appropriées. Les décisions s'imposent avec force de droit alors que les actions n'ont pas un caractère contraignant mais elles affectent la vie de citoyens. Les décisions et les actions peuvent constituer des mobiles pour des nouvelles exigences et soutiens.



Cette perspective nous conduit à nous intéresser à l'administration territoriale qui doit être agissante. Elle reçoit les demandes de la société d'un côté, les traite en

son sein et les fait sortir comme résultats de l'autre côté, force nous est de constater que les résultats sont maigres.

La rétroaction établit l'interdépendance entre le système et son environnement. Ces rapports d'interaction circulaires entre le système politique et son environnement sont gérés par des mécanismes d'autorégulation. Les mécanismes qui assurent l'autorégulation et l'équilibre sont constitués par un processus de rétroaction (feedback) qui permet au système d'être informé des conséquences sur l'environnement de son action ou de ses transformations et de s'autocorriger¹.

Un système ne se réduit pas à un simple jeu d'interactions entre les éléments unis par des rapports d'interdépendance et de complémentarité dit E. Morin, le propre d'un système est au contraire de former une unité complexe, une entité organique, « une totalité », dotée de priorités nouvelles de « qualités émergentes » dépassant celles de composantes².

La méthode systémique met l'accent sur les mécanismes qui assurent la survie et le développement des organisations. Cette méthode permet d'éclairer à la fois, sur le plan interne les processus d'intégration et de coopération entre l'administration territoriale et le développement socio – économique et sur le plan externe les processus d'ajustement et d'adaptation par lesquels elle garantit sa capacité d'action. Il s'agit bien d'analyser les différents éléments constitutifs de l'administration territoriale du Kasai Oriental par référence à la contribution – positive ou négative – qu'ils apportent à la cohésion et au développement du Tout, étant entendu que le sens de cette contribution n'est pas toujours celui qui était prévu au départ ou qui apparaît à première vue.

• • •

Pour avoir le document complet

**Veillez contacter l'Auteur au +243 85 988 2373 ou
dkapyamba1@gmail.com**

• • •

¹ JL LOUBET Del Bayle, *opcit.* p.245

²E. MORIN, cité par Jacques CHEVALLIER, *Science Administrative*, Thémis, Paris, PUF, 1986, p50

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. ALIBOUY, S., *Eléments de sociologie et de psychologie sociale*, Paris, Privat, 1976
2. BARTOLI, A et BLATRIX, C., *Management dans les organisations publiques, défis et logiques d'action*, 4^{ème} édition, Paris, DUNOD, 2015
3. BIROU, A., *Le vocabulaire des Sciences Sociales*, Paris, édition Ouvrières, SD
4. BRUMEAU et alii, *fermes et champs autour des villes de cuivre, l'auréole nourricière de Lubumbashi, Likasi, Kolwezi au Zaïre méridional, crise agricole et crise alimentaire dans les pays tropicaux*, Bordeaux, CNRS, 1987 et 1990
5. CAZES, G et DOMINGO, J., *Le sous-développement et ses critères*, Paris, Éd. Breals, 1990
6. CHEVALLIER, J., *Science Administrative*, Paris, Thémis, PUF, 1986
7. De LAUBADERE, A., *Traité élémentaire de droit administratif*, 4^{ème} édition, Paris, S.E., 1967
8. De Sardan, O., J.P., *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2008
9. DEBBASCH, C, & PINET, M., *les Grands textes administratifs*, Sirey 1970
10. DOBERS, H., *Les exigences d'une administration de développement*, Blasse et Koder, 1980
11. GARAUDY, R., *Pour un modèle du socialisme scientifique français*, Paris, Gallimard, 1958
12. GOFFAUX, J., *Problème de développement*, Kinshasa, CRP, 1986
13. HIRATA, H., et alii. *Dictionnaire critique du féminisme*, 2^{ème} édition, Paris, PUF, 2007
14. KABUYA Kabeya Tshilobo H., *L'éducation relative à l'environnement et l'intellectuel congolais*, Kinshasa, PUC, 2004
15. KAMBAJI Wa Kambaji, *Dictionnaire critique du Kambajisme, pour mieux comprendre la société, ses maitres oppresseurs et ses peuples opprimés*, Kinshasa, édition la dialectique, 2006

16. KANKWENDA Mbaya, J., *L'économie de la prédation. Des origines à nos jours 1885 – 2003*. Rockville (Etats – Unis) : Institut congolais de recherche en développement et études stratégiques (ICREDES), 2005
17. KANKWENDA Mbaya, *Marabouts ou marchands de développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2000
18. KITA Kyakenge Masandi, P, *Colonisation et enseignement. Cas du Zaïre avant 1960*, Bukavu : CERUKI, 1982
19. KITENGE Mpange, G., *Le double agenda de la RDC : Tributs ou Nation ?*, Paris, édition L'Harmattan, 2007
20. LIBOIS, G.J., *Congo 1966*, Bruxelles – Kinshasa, CRISP – INEP coll. « les dossiers du CRISP », 1967
21. LOUBET Del Bayle J., L., *Initiation aux méthodes des sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2000
22. MAQUART, D., *L'homme et la gestion des collectivités publiques*, Paris, édition Julliard 8, S.D.
23. MERTON, R.K. *Eléments des théories et des méthodes sociologiques*, Paris, Plon, 1951
24. MONONI Asuka Ngongo, *La crise des Etats du Tiers – monde, le cas de l'Afrique*, Kinshasa, édition PUZ, 1995
25. MPINGA Kasenda, *L'administration publique du Zaïre, l'impact du milieu socio – politique sur sa structure et son fonctionnement*, Paris, A. PEDONE, 1978
26. MUKOKA Nsenda, *L'administration publique zaïroise au cœur de la crise de la transition politique*, édition Karthala, 1991
27. MULUMBATI Ngasha, A., *Sociologie politique*, Lubumbashi, édition Africa, 1988
28. MULUMBATI Ngasha, A, *Introduction à la science politique*, 2^{ème} édition revue et mise à jour, Lubumbashi, éditions Africa, 2006
29. MULUMBATI Ngasha, A., *Manuel de sociologie générale*, Lubumbashi, Africa, 2010
30. MUNAYI Muntu – Monji, Th., *Genèse et évolution des circonscriptions administratives et des entités politico – administratives congolaises (1888 – 2009)*, Kinshasa, EDUPC, 2010
31. MWABILA Malela, *De la déraison à la raison. Appel aux intellectuels Zaïrois pour un nouveau débat sur la société*, Kinshasa, nouvelle édition Sois prêt, 1995
32. NDAYWEL – E – Nziem, *L'histoire du Zaïre, de l'héritage ancien à l'âge contemporain*, Bruxelles, DUCULLOT, 1997

33. OMASOMBO Tshonda, J. (Dir), *Kasaï – Oriental un nœud gordien dans l'espace congolais*, Tervuren, Belgique, musée royal de l'Afrique Centrale, 2014
34. PALMADE, G., *L'économie et les sciences humaines*, Paris, Dunod, 1967
35. PARETO, V. *Traité de sociologie générale*, Paris, Payot, vol II, 1919
36. PERROUX, F., *L'économie du 20^e siècle*, 1^{ère} édition, Presses Universitaires de Grenoble, 1961
37. PERROUX, F., *Pour une nouvelle philosophie du nouveau développement*, Paris, Auber – UNESCO, 1981
38. PIERMAY, J.L., *Citadins en quête du sol dans les villes d'Afrique Centrale*, Paris, L'Harmattan, 1993
39. PONCELET, M., *Origine, métamorphoses et crise de développement*, Pôle-Sud, ULB, septembre, 2002
40. REZSOHAZY, *Théorie et critique de faits sociaux*, Bruxelles, Presse Universitaire de livre, 1971
41. ROCHER, G., *Introduction à la sociologie 3. Le changement social*, Paris, HMM, 1968
42. SROME, M., *Pater Cambier en de Stichting van de Kasaï – missie*, Bruxelles, 1965
43. TRIVELIN, B et alii, *Elites urbaines. Le cas de trois villes belges : Wavre, Verviers et Lier*, Louvain-la-Neuve, Bruxelles, Bruylant – Académia, 2003
44. TSHIKOJI Mulumba S., *De la bonne gouvernance: appel à un nouvel ordre éthique du pouvoir en Afrique noire*, édition du Cerdaf, SD
45. VAN DERLINDE Nanderlinden, J. (Dir), *Du Congo au Zaïre 1960 – 1980, Essai de bilan*, Bruxelles, CRISP, 1981
46. Van Keerbenghen, *Histoire de l'enseignement catholique au Kasayi (1891 – 1947)*. Kananga : CICM, éditions de l'archidiocèse, 1985
47. VAN ZANDIJCKE Aimé, *page d'histoire du Kasaï*, Namur, 1953

II. REVUES

1. André, Catherine, « *Enquête sénatoriale belge sur le pillage au Congo : enjeux limites et éclairages* ». In S. MARYSSE & F. REYNTIERS (dir), *L'Afrique des grands lacs. Annuaire 2002 – 2003*, L'Harmattan (coll. « L'Afrique des grands lacs »), Paris, 2013
2. De Saint Moulin, L., « *L'histoire de l'organisation administrative du Zaïre* », in Zaïre – Afrique, n° 251, janvier 1992

3. De Saint Moulin, L., « *Essai d'histoire de la population du Zaïre* », in Zaïre – Afrique, 217, 1987
4. EKILI Tabu et OTENIKONGO Mandefu, « *Décentralisation administrative et les finances publiques* », in Zaïre – Afrique, 1991
5. GINGRAS, F.P. « *La théorie et le sens de la recherche* », in Recherche Sociale. De la problématique à la collecte des données, Presses de l'Université du Québec, Canada, 2003
6. HUYBENS, E., « *Traction bovine au Kasai – Oriental* », in Zaïre - Afrique XXVIIème année, n° 218, 1987
7. ISANGO Idi Wa Nzila, « *La décentralisation pour le développement et quelques écueils à affronter* », in Zaïre – Afrique, n° 222, 1998
8. ISANGO Idi Wa Nzila, « *La présence des chefs coutumiers dans l'administration territoriale* », in Zaïre – Afrique, n° 212, 1987
9. KATAYI Mukole et KAPYAMBA Binunu, « *Problématique de la décentralisation territoriale et de la bonne gouvernance face à la crise des mentalités et de l'ordre social en RDC et au Kasai – Oriental* », in Annales de l'ISP/Mbujimayi, Volume double 17 – 18, 2009
10. LECLERCQ, H., « *Le rôle économique du diamant dans le conflit congolais* ». in Cahiers africains 45 – 46, Tervuren, Cedef, 2000
11. MAYOLA Mavunza, L., « *Quel management pour un développement des pays de l'Afrique subsaharienne ?* », in Zaïre – Afrique, n° 252, février 1991
12. MISSER, F., « *OPA chinoise sur les diamants* », Afrique Asie, 2013
13. MONNIER et alii, « *Les provinces du Congo. Structure et fonctionnement. Sud – Kivu – Uélé – Kongo – Centrale* », in Cahiers économiques et sociaux, collection Etudes politiques 2, 1964
14. MPASI a Tezo, « *Promouvoir un développement endogène du monde rural* », in Zaïre – Afrique, n°207, 1986
15. MWANZA wa Mwanza, « *La pauvreté des institutions administratives* », in Zaïre – Afrique, n° , 1982
16. NGOMA et all, « *Démocratie et participation à la vie politique : une évaluation des premiers pas dans la IIIème République* », in Open Society Initiative for Southern Africa, 2010
17. NGONDO a Pitshandenge, Iman, « *Chiffre de population et enjeux politiques sous la 2^{ème} République : les élections législatives de 1987* », in Zaïre – Afrique 264

18. NGUB'USIM Mpey Nka, « *La reconstruction mentale des congolais, un impératif pour la 3^{ème} République* », in CONGO – AFRIQUE, XLVII^{ème} année, n° 412 – 413, février, mars 2007
19. POURTIER, R., « *Reconstruire le territoire pour reconstruire l'Etat : la RDC à la croisée des chemins* », in Afrique contemporaine 227, mars 2008
20. TSHENG Nyembo & ILUNGA Nzungi Kasenda, « *Contribution à l'étude démographique de Mbujimayi (1968 – 1981)* », in Annales de l'Institut Supérieur Pédagogique de Kisangani, ISP 11, 1983, Kisangani : centre d'animation pédagogique
21. TSHIMANGA Mulangala et all., « *Les atouts hydro – énergétique et dynamique de l'industrialisation du Kasai – Oriental* », in Annales de l'ISP/Mbujimayi, volume double 17 – 18, 2009
22. VUNDUAWA Te Pemako, « *L'administration locale du Zaïre* », in Zaïre – Afrique, n° 165, mai 1982

III. ACTES DES COLLOQUES

1. CIBOIS, P. « *Les petits effectifs sont-ils fiables ?* » *Actes du Colloque intitulé Au Royaume des sondages*, organisé à l'Institut de Sociologie de l'ULB du 8 au 10 novembre 1998
2. KABEYA Tshikuku, « *L'espace Kasaien, berceau des sociétés dissipatives ?* », in *Actes du colloque sur la création et la pérennité de l'entreprise privée au Kasai – Oriental*, P.U.M., 1999
3. KALALA Budimbua, « *Problématique du développement industriel du Kasai – Oriental* », in actes du séminaire atelier sur la créativité et l'esprit d'entreprise, Université de Mbujimayi, inédit, 1995
4. MULUMBA Tshina, *plan de développement énergétique de la province du Kasai – Oriental entre 2002 et 2006*, inédit, SNEL/Kasai – Oriental, 2003

IV. DOCUMENTS ET RAPPORTS TECHNIQUES

1. Banque mondiale, « *RDC, la bonne gouvernance dans le secteur minier, facteur de croissance* », Rapport n°43402 – ZR, 2008
2. Bulletin administratif et commercial du Congo belge, 1933

3. Bulletin officiel, 1888
4. Charte des nations unies de 1945, appuyée par la résolution 1514 votée par l'assemblée générale de l'ONU le 12 décembre 1960
5. CRONGD, CEFOP – DH, GAERN, « Sur le chemin de la mine. Quelles perspectives pour les droits de l'enfant des mines au Kasai – Oriental ? ». Mbuji mayi, 2011
6. Division provinciale du plan, Kasai – Oriental, 1998
7. Global Witness, Le riche et le pauvre, diamants du développement et diamants de la pauvreté : les possibilités de changements dans les champs alluviaux de diamants artisanaux en Afrique. Washington – Ottawa : Global Witness – Partenariat Afrique – Canada, 2004
8. Ministère du plan, document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR), Kinshasa, 2006
9. Monographie du Kasai – Oriental, 1998
10. Pactes sur les droits civils et politiques du 16 décembre 1966
11. PNUD, Rapport du développement humain sur la RDC, 2009
12. PNUD, Rapport du développement humain sur la RDC, 2010
13. RDC, ministère du plan, Monographie de la province du Kasai – Oriental (draft 4), Kinshasa, mars 2005
14. RDC, ministère de la santé, 2010
15. RDC, province du Kasai – Oriental. 2011 (décembre). Plan quinquennal de croissance et de l'emploi 2011 – 2015. (Draft 1). Mbuji mayi,
16. UNESCO, Indicateurs de l'éducation. Directives techniques. Institut de statistiques de l'UNESCO, 2009
17. VUNDU AWE Te Pemako, « Réflexion sur le régionalisme politique ou la nouvelle décentralisation », in PNUD, mandats, rôles et fonctions des pouvoirs constitués dans le nouveau paysage politique de la RDC, Kinshasa 2007

V. THESES DE DOCTORAT ET MEMOIRE

1. MUAMBA Ngalula ML, Valeurs personnelles, image de soi et représentation du père chez les adolescents de Kisangani, Thèse de doctorat, inédite, ULB, Bruxelles, 2003
2. TSHIMANGA Mulangala, le rôle de l'artisanat minier du diamant dans l'organisation régionale. Cas de Mbuji mayi et ses environs au Kasai – Oriental, RDC, Thèse de doctorat en géographie, UNILU, 2009, inédit

3. TSHIENKE Kanyonga, Mbujimayi : diamant et pauvreté d'une ville, approche sociologique, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Kinshasa, 2011, inédit.
4. MPUNGA Tshiendesha Bikuku, Territoire de Bakwanga (1940 – 1959) : monographie socio – économique, Mémoire, UNAZA/Lubumbashi, 1979, inédit

VI. NOTES DE COURS ET SEMINAIRES

1. ISANGO Idi Wa Nzila, Histoire Politique du Congo, G2 SPA/UNILU, 2013 – 2014, inédit
2. KAZADI Kimbu, théories du développement, DEA/DES, UNILU, 2015 – 2016, inédit
3. MBAYA Kabamba, systèmes administratifs comparés, L1 SPA, UNILU, 2013 – 2014, inédit

VII. WEBOGRAPHIE

1. <http://www.pyramydes.Revues.org> KOMBO Yetilo, « La sous –administration territoriale en RDC. Etat des lieux et perspectives, 2010 ». Article consulté le 20 avril 2015
2. <http://www.WIKIPEDIA.org>, l'encyclopédie libre, consulté le 20 avril 2015
3. <http://www.ecocongo.cd>, VAN HOOFF, Frans, “La dynamique paysanne au Kasai – Oriental », consulté le 25 juin 2013
4. <http://eiti.org/fr/countries>, Organisme duquel la RDC a été éjectée en avril 2013, consulté le 28 août 2013
5. <http://www.ua.ac.be/objs/00111795.pdf>, consulté le 4 juillet 2003
6. <http://www.beltrade-congo.be>, MBAYI Wete Philippe, signature d'un accord minier pour l'exploitation du diamant au Kasai – Oriental, consulté le 11 octobre 2013
7. <http://www.fec.cd>, état des lieux de l'économie congolaise, problèmes et pistes de solutions pour la relance économique de la République Démocratique du Congo, consulté le 9 juillet 2013
8. <http://www.grap-pa.be>, Véronique Zinnen, Documentation des résultats de la mise en œuvre des principes d'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé. Etude de cas de la RDC. Version finale, consulté le 30 novembre 2012

TABLE DES MATIERES

EPIGRAPHE.....	II
DEDICACE	III
REMERCIEMENTS	IV
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	VI
INTRODUCTION GENERALE.....	1
0.1. PRESENTATION DE L’OBJET D’ETUDE	1
0.2. CHOIX ET INTERET DU SUJET	2
0.3. ETAT DE LA QUESTION.....	3
0.4. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	8
0.4.1. PROBLEMATIQUE.....	8
0.4.2. HYPOTHESES DU TRAVAIL	9
0.5. METHODES ET TECHNIQUES DE RECHERCHE	11
0.5.1. METHODE DE TRAVAIL	11
0.5.2. TECHNIQUES DE RECHERCHE	Erreur ! Signet non défini.
0.6. DELIMITATION DU SUJET	Erreur ! Signet non défini.
0.7. STRUCTURE DU TRAVAIL	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE I : CADRES CONCEPTUEL ET THEORIQUE	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 1 : DU CADRE CONCEPTUEL.....	Erreur ! Signet non défini.
§1 : L’ADMINISTRATION	Erreur ! Signet non défini.
§2 : DEVELOPPEMENT ET SOUS DEVELOPPEMENT....	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 2 : CADRE THEORIQUE	Erreur ! Signet non défini.

§1. PRESENTATION DE LA THEORIE SCIENTIFIQUE...	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITRE II : APERÇU GENERAL DE LA PROVINCE DU KASAÏ – ORIENTAL	
.....	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 1 : CONTEXTE HISTORIQUE.....	Erreur ! Signet non défini.
PREMIERE ETAPE : DE L’EIC A L’INDEPENDANCE.....	Erreur ! Signet non défini.
DEUXIEME ETAPE : A PARTIR DE L’INDEPENDANCE	Erreur ! Signet non défini.
TROISIEME ETAPE : LA FIN DE L’ETAT AUTONOME DU SUD – KASAI.	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 2 : CONTEXTE POLITICO - ADMINISTRATIF ...	Erreur ! Signet non défini.
I. ASPECTS POLITIQUES	Erreur ! Signet non défini.
II. STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 3 : PRÉSENTATION PHYSIQUE.....	Erreur ! Signet non défini.
3.1.CLIMAT	Erreur ! Signet non défini.
3.2.GÉOLOGIE.....	Erreur ! Signet non défini.
3.3.SOLS.....	Erreur ! Signet non défini.
3.4.VÉGÉTATION	Erreur ! Signet non défini.
3.5.HYDROGRAPHIE.....	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 4 : CONTEXTE SOCIOLOGIQUE	Erreur ! Signet non défini.
4.1.DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 5 : DONNEES ECONOMIQUES	Erreur ! Signet non défini.
CHAPITREIII : APPORT DE L’ADMINISTRATION TERRITORIALE AU	
DEVELOPPEMENT SOCIO – ECONOMIQUE DU KASAÏ - ORIENTAL	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 1 : LE PORTRAIT DE LA TERRITORIALE CONGOLAISE	Erreur ! Signet non défini.
A. ORGANISATION	Erreur ! Signet non défini.
B.MISSIONS	Erreur ! Signet non défini.

SECTION 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE AU KASAÏ – ORIENTAL	Erreur ! Signet non défini.
SECTION 3 : L'IMPULSION DU DEVELOPPEMENT SOCIO – ECONOMIQUE DU KASAÏ – ORIENTAL	Erreur ! Signet non défini.
1.CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR MINIER	Erreur ! Signet non défini.
2.LA FISCALITE MINIERE AU KASAÏ – ORIENTAL : UN MANQUE A GAGNER.....	Erreur ! Signet non défini.
3.L'ECONOMIE DE LA PREDATION : LES PONCTIONS SUBIES PAR LA MIBA.....	Erreur ! Signet non défini.
4. DECENTRALISATION ET SANTE	Erreur ! Signet non défini.
5. L'ENSEIGNEMENT AU KASAÏ – ORIENTAL	Erreur ! Signet non défini.
6. LE COMMERCE	Erreur ! Signet non défini.
7. LA DESSERTE EN ELECTRICITE	Erreur ! Signet non défini.
CONCLUSION GENERALE.....	Erreur ! Signet non défini.
BIBLIOGRAPHIE	15
TABLE DES MATIERES	155

ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT

SOCIO – ECONOMIQUE DU KASAÏ – ORIENTAL

PAR KAPYAMBA Binunu Kamutambayi Donatien

ERRATA

PAGE	PRAGRAPHE	LIGNE	LIRE	ET NON
4	Références infra - paginales 1 & 2	-	Pas de pages	p.76 et p.241
5	Références infra – paginales 1 & 3	-	Pas de pages	p. 71 et P159
17	quatrième	dernière	pis	Pire
32	deuxième	dernière	qui elle,	qui elle est dotée de ...
36	quatrième	dernière	le deuxième chapitre de ce travail	la deuxième partie et au second chapitre de ce travail
37	quatrième	deuxième	processus économiques	processus-économiques
38	Référence infra- paginale	-	4	1
41	premier	C	quelle que soit sa profession	quel que soit sa profession
41	deuxième	troisième	sustainable development	Sustainable développement
49	deuxième	avant dernière	une contribution	en contribution
54	premier	deuxième	politique centralisée	politiques centralisées
54	deuxième	cinquième	Les peuples kasaïens sont assis sur la richesse mais croupissent dans ...	Le peuple kasaïen est assis sur la richesse mais croupit dans ...
54	troisième	deuxième	l'auto – prise en charge	L'auto – prise en charge
54	troisième	dernière	les peuples kasaïens ont beaucoup	le peuple kasaïen a beaucoup
55	deuxième	troisième	vielle MIBA	vielle MIBA
57	demier	première	dépend de	dépend par
58	TITRE	-	3. LA GOUVERNEMENTALITE	4. LA GOUVERNEMENTALITE
67	TITRE	-	4. L'OSMOSE	2. L'OSMOSE
81	TITRE	-	4. INTEGRATION/COHABITATION AVEC LOMAMI	4. INTEGRATION/COHABITATION AVEC LE LOMAMI
85	deuxième	première	par une saison sèche	pat une saison sèche
87	deuxième	deuxième	rencontrées	rencontées
114	TITRE	-	4. L'éloignement des administrés	5. L'éloignement des administrés
127	premier	dernière	Ce qui nous poussera à parler du commerce plus loin, mais voyons d'abord l'auto – prise en charge	Ce qui nous pousser à parler du commerce, mais avant d'aborder ce point voyons d'abord l'auto – prise en charge
130	TITRE	-	4.1. OFFRE DE SOINS DE SANTE	5.1. OFFRE DE SOINS DE SANTE
131	TITRE	-	4.2. PRINCIPAUX PROBLEMES DE SANTE	5.2. PRINCIPAUX PROBLEMES DE SANTE
131	TITRE	-	5. L'ENSEIGNEMENT AU KASAÏ - ORIENTAL	6. L'ENSEIGNEMENT AU KASAÏ - ORIENTAL
136	TITRE	-	6. LE COMMERCE	7. LE COMMERCE
137	TITRE	-	6.1. NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT	7.1. NAISSANCE ET DEVELOPPEMENT
139	TITRE	-	7. LA DESSERTE EN ELECTRICITE	8. LA DESSERTE EN ELECTRICITE
139	premier	dernière	...de Nkatshia, de Movo) à trois	... de Nkatshia, de Movo, trois...
146	troisième	seizième	... pour une administration	... pour une l'administration
148	ouvrages	2	BARTOLI, A. et BLATRIX, C.	BARTOLI, A. et C., BLATRIX

Avec toutes nos excuses

L'auteur